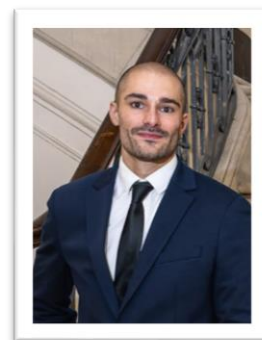


Mattéo Bartolucci
30/11/1993

matteo.bartolucci@u-bordeaux.fr



CURRICULUM VITÆ

Docteur en droit public (octobre 2020) - qualification CNU (janvier 2021)

I. PARCOURS UNIVERSITAIRE

2021	Maître de conférences en droit public université de Bordeaux, <i>Institut Léon Duguit</i>
2016	Doctorant contractuel / ATER université de Bordeaux, <i>Institut Léon Duguit</i>
2015	Master II Droit public fondamental université de Bordeaux – <i>mention très bien (major)</i>
2014	Master I Droit public général université de Bordeaux – <i>mention très bien (major)</i>

II. ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES

A. COURS MAGISTRAUX

1° Avec la direction de travaux dirigés

Droit administratif général semestre 1 & 2 (70h) L2 Droit Agen depuis 2021

Droit administratif. Actes et contrats (35h) L3 Droit Bordeaux depuis 2023

Droit fiscal (23h) L3 Éco-gestion Bordeaux depuis 2022

2° Sans la direction de travaux dirigés

Institutions administratives (21h) L1 Droit Bordeaux et/ou Agen depuis 2021

Droit des finances publiques (17h30) L2 AES Bordeaux et/ou Agen depuis 2022

Droit administratif (20h) Capacité 2^e année Bordeaux en 2021-2022

B. AUTRES INTERVENTIONS

- ♦ Préparation des étudiants à l'examen du CRFPA, au concours de l'ENM et aux concours administratifs (Prépa Talents)
- ♦ Formation en droit administratif général pour les civils de la défense
- ♦ Participation aux jurys d'éloquence
- ♦ Travaux dirigés : droit administratif général, droit public de l'économie, droit des collectivités territoriales, droit de la fonction publique, droit de l'Union européenne

III. ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES

Thèmes principaux de recherche : droit public général, droit administratif, actes, responsabilité, surveillance et nouvelles technologies

1° La thèse de doctorat

L'acte plurilatéral en droit public, 2022, Dalloz, vol. 213 – soutenue le 6 octobre 2020 devant un jury composé des professeurs Pascal Combeau, Benoît Plessix, Marion Ubaud-Bergeron, Sébastien Hourson et Aude Rouyère

♦ Les prix : Prix de thèse de l'AFDA ; Prix de thèse Dalloz ; Prix de thèse *ex-aequo* de l'École doctorale Droit de l'université de Bordeaux

♦ Les recensions : *DA*, rubrique « ma thèse en 3000 signes », 2021, n° 2, p. 14 ; *RFDA*, 2021, n°2, p. 609 (par Marion Ubaud-Bergeron) ; *Revista de administración pública*, 2023, n° 221, p. 328 (par Alejandra Boto Álvarez)

2° Les revues à comité de lecture

« De l'entrée sans concours à la sortie sans carrière : les reconfigurations silencieuses de la *petite* fonction publique », *RFDA*, 2025, p. 607

« Le juge administratif et la surveillance algorithmique des espaces urbains », *RJA*, avril 2025, p. 72

« L'expérimentation de la vidéosurveillance algorithmique », *DA*, 2023, p. 13

« Les préjudices psychologiques dans la jurisprudence administrative », *RDP*, 2022, p. 1623

« L'État et les erreurs de la justice judiciaire : le dilemme de la responsabilité », *Les cahiers de la justice*, 2023, p. 331

« Le référendum d'initiative partagée : tirer les leçons de l'expérience constitutionnelle française », *RFDC*, 2021, p. 3

« L'État communiquant et la norme numérique », *DA*, 2021, p. 13

« Le pouvoir d'injonction du juge administratif revisité par les circonstances exceptionnelles de la crise sanitaire du Covid-19 », *LPA*, 2020, n° 143, p. 9

« Le préjudice d'anxiété en droit public », *RFDA*, 2018, p. 153

3° Les actes de colloques

« La surveillance », *La police administrative* [colloque annuel de l'AFDA], Dalloz, 2025, p. 83

« Les actes. Le regard de l'administrativiste », *L'existence d'un droit administratif parlementaire. Regards croisés*, IFJD, à paraître

« Cybersécurité et droit du service public local », *Collectivités territoriales et cybersécurité*, JCP A, 2024, n° 21, 2149

« Les nouveaux actes administratifs », *Aux confins du droit administratif*, IFJD, 2023, p. 137

« Dispose-t-on d'un droit sur ses données de connexion ? », *Les droits et libertés face aux transformations technologiques*, *IFJD*, 2023, p. 143

« René Chapus et la classification des actes administratifs », *Printemps de la jeune recherche* [colloque annuel de l'AFDA], *RFDA*, 2019, p. 378

4° Les notes de jurisprudence

« Une autorisation réglementaire ? Le rejet d'un oxymore par le Conseil d'État », *RFDA*, 2025, p. 1008

« Le référé-liberté : une procédure au service d'une scolarisation rapide et adaptée de l'enfant handicapé ? », *AJDA*, 2023, p. 2293

« La délicate définition administrative des attroupements et rassemblements », *RCA*, 2023, p. 24

« Loi de restitution des biens culturels : l'art et la manière », *JCP A*, 2022, n° 5, 2043

« Le Conseil d'État acte la conservation générale et indifférenciée des données de connexion », *JCP A*, 2021, n° 28, 2223

« Sortie du prétoire à pas de loup pour les éleveurs », *RSDA*, 2018, n°1, p. 63

« Mesure d'ordre intérieur et fonction publique, nouvelles d'un couple infatigable », *JAB*, n°1, 2018, p. 8

« La cour de justice, les transferts de compétences entre autorités publiques et la notion de marché public », *JADIE*, 2017

« L'équation juridique du juge communautaire : modification substantielle du contrat égale nouvelle procédure de passation », *JADIE*, 2016

5° Les ouvrages collectifs (dir.)

L'État face à l'inflation, *IFJD*, collection « Colloques & Essais », n° 222, 2025 avec Jean-Philippe Ferreira

Les droits et libertés face aux transformations technologiques, *IFJD*, collection « Colloques et Essais », n° 182, 2023 avec Yoann Nabat et Kieran Van den Bergh

6° Autres

« L'intelligence artificielle générative à la faculté de droit : s'adapter pour ne pas se faire dépasser », *Gaz. Pal.*, à paraître

« Gestion des foules, enquêtes policières : la vidéosurveillance algorithmique s'implante-t-elle durablement en France ? », *The conversation*, 19 mars 2025

« JO 2024 : la commande publique, un sport comme un autre ? », *CMP*, juin 2023, édito

IV. ACTIVITÉS INSTITUTIONNELLES

- i) Direction de la Licence Droit de l'université de Bordeaux depuis 2022 – équipe décanale
- ii) Élu au sein du conseil d'unité de l'Institut Léon Duguit depuis 2018 ; élu au sein du conseil de la faculté de droit de Bordeaux depuis 2023 ; élu suppléant au Département « Droit et transformations sociales » de l'Université de Bordeaux depuis 2019
- iii) Membre de l'équipe de rédaction de la revue « Contrats et Marchés publics » depuis janvier 2023 – rubrique « alertes »
- iv) Membre de l'Association française de droit administratif depuis 2018 ; membre du comité de lecture de la revue « Crises & société » depuis 2022 ; membre de l'Observatoire de la surveillance en démocratie depuis 2023